

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS

Société Anonyme au capital de 22 000 000 €
Siège social : 41, rue du Capitaine Guynemer 92400 Courbevoie
969 504 133 RCS Nanterre
www.fiducial-office-solutions.fr

Rapport Financier semestriel
Sur les comptes arrêtés au 31 mars 2015

Etat d'avancement des travaux d'audit : Les comptes ont fait l'objet d'un examen limité

Sommaire :

- 1° Comptes consolidés simplifiés au 31 mars 2015
- 2° Rapport semestriel d'activité
- 3° Déclaration des personnes physiques assumant la responsabilité du rapport financier semestriel
- 4° Rapport des contrôleurs légaux sur l'examen limité des comptes précités

1° Comptes consolidés pour la période du 1^{er} octobre 2014 au 31 mars 2015

I – Bilan

BILAN ACTIF (en K euros)	31/03/2015			31/03/2014	30/09/2014
	BRUT	AMORT. ET DEPRECIATION	NET	NET	NET
ACTIFS NON COURANTS					
Immobilisations incorporelles	64 415	2 798	61 617	61 620	61 617
Immobilisations corporelles	10 283	8 651	1 632	2 758	1 785
Actifs financiers	3 385	4	3 381	3 054	3 125
Actifs d'impôts différés			-	-	-
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	78 083	11 453	66 630	67 432	66 527
ACTIFS COURANTS					
Stocks et en cours	11 302	1 348	9 955	11 015	10 818
Clients et autres débiteurs	48 017	923	47 094	63 085	44 484
Autres actifs financiers courants			-	-	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 912		1 912	1 492	2 059
TOTAL ACTIFS COURANTS	61 231	2 271	58 961	75 592	57 361
TOTAL ACTIF	139 314	13 724	125 591	143 024	123 888

BILAN PASSIF (en K euros)	AVANT REPARTITION		
	31/03/2015	31/03/2014	30/09/2014
CAPITAUX PROPRES			
Capital	22 000	22 000	22 000
Primes d'émission	-	-	-
Réserves consolidées	47 082	46 613	46 700
Résultat net - Part groupe	925	732	229
CAPITAUX PROPRES -PART DU GROUPE	70 007	69 345	68 929
Participation ne donnant pas le contrôle	-	-	-
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	70 007	69 345	68 929
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4 719	4 728	5 341
PASSIFS NON COURANTS			
Passif d'Impôts différés	258	248	253
Passifs financiers long terme	1 903	4 644	2 888
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	2 161	4 892	3 141
PASSIFS COURANTS			
Passifs financiers court terme	3 844	5 188	2 742
Dettes fournisseurs et autres dettes	41 117	54 333	40 159
Dettes sur immobilisations	3 743	4 538	3 576
TOTAL PASSIFS COURANTS	48 704	64 059	46 477
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	125 591	143 024	123 888

II – Compte de résultat

	31/03/2015	31/03/2014	30/09/2014
Chiffres d'affaires	96 947	104 139	193 278
Autres produits de l'activité			
Achats consommés	59 227	64 410	119 619
Charges de personnel	18 514	21 308	38 223
Charges externes	18 197	15 704	30 857
Impôts et taxes	967	1 180	2 139
Dotations aux amortissements et dépréciations	541	790	1 322
Variation des stocks de produits en cours, de produits finis et production immobilisée	101	102	- 235
Autres produits d'exploitation	2 113	1 398	3 427
Autres charges d'exploitation	- 363	- 257	- 445
Résultat opérationnel courant	1 352	1 990	3 865
Autres produits et charges opérationnels	- 233	- 1 127	- 3 358
Résultat opérationnel	1 119	863	507
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			-
Coût de l'endettement financier brut	- 202	- 143	- 497
Coût de l'endettement financier net	- 202	- 143	- 497
Autres produits et charges financiers	13	17	229
Charge d'impôt	- 5	- 5	- 10
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-	-	-
Résultat net d'impôt sur les actifs non courants destinés à la vente	-	-	-
Résultat net	925	732	229
dont part revenant au Groupe	925	732	229
dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-
Nombre d'actions	2 169 232	2 169 232	2 169 232
Résultat par action (€)	0,43	0,34	0,11
Résultat dilué par action (€)	0,43	0,34	0,11

Résultat net	925	732	229
Ecarts de conversion			
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	153	- 7	80
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-	-
QP des gains et pertes des entreprises MEE	-	-	-
Autres éléments du résultat global	-	-	-
RESULTAT GLOBAL	1 078	725	309
dont part revenant au Groupe	1 078	725	309
dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-

III – Tableau des flux de trésorerie

	31/03/2015	31/03/2014	30/09/2014
Résultat net consolidé	925	732	229
Amortissements et dépréciations	- 735	715	1 902
Plus ou moins values de cession	12	- 35	193
Impôts différés	5	5	10
Variation du besoin en fonds de roulement lié a l'activité	- 1 058	- 784	- 3 227
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	- 851	634	- 893
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	- 133	- 342	- 534
Cessions d'immobilisations incorporelles			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	- 56	- 110	- 559
Cessions d'immobilisations corporelles		24	772
Acquisitions d'actifs financiers	- 156	- 190	- 240
Cessions d'actifs financiers	35	59	109
Trésorerie nette sur acquisitions et cessions des filiales			
Variations dettes liées a l'acquisition des filiales	167	46	- 916
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D' INVESTISSEMENTS	- 143	- 512	- 1 368
Variation des autres fonds propres			
Variation des comptes courants	712	- 15	6 920
Nouveaux emprunts			
Remboursements d'emprunts	- 394	- 588	- 2 224
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	318	- 603	4 696
VARIATION DE TRESORERIE	- 676	- 481	2 435
TRESORERIE D'OUVERTURE	1 402	- 1 033	- 1 033
TRESORERIE A LA CLOTURE	726	- 1 514	1 402

LIBELLE	31/03/15	30/09/14	VARIATION
Placements de trésorerie			-
Disponibilités	1 912	2 059	- 147
Total actif	1 912	2 059	-147
Concours bancaires	-1 186	-657	-529
Total passif	-1 186	-657	-529
Trésorerie Nette	726	1 402	-676

IV – Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Reserves	Résultat	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Capitaux propres Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres Totaux
Au 30/09/2012	22 000	42 181	3 699	- 40	67 840	-	67 840
Changements d'estimation							-
Affectation du résultat		3 699	- 3 699				-
Opérations sur capital							-
Dividendes versés							-
Resultat de l'exercice			813		813		813
Résultats enregistrés directement en capitaux propres							-
Juste valeur des instruments dérivés				- 33	- 33		- 33
Variation de périmètre							-
Autres variations							-
Au 30/09/2013	22 000	45 880	813	- 73	68 620	-	68 620
Changements d'estimation							-
Affectation du résultat		813	- 813				-
Opérations sur capital							-
Dividendes versés							-
Resultat de l'exercice			229		229		229
Résultats enregistrés directement en capitaux propres							-
Juste valeur des instruments dérivés				80	80		80
Variation de périmètre							-
Autres variations							-
Au 30/09/2014	22 000	46 693	229	7	68 929	-	68 929
Changements d'estimation							-
Affectation du résultat		229	- 229				-
Opérations sur capital							-
Dividendes versés							-
Resultat de l'exercice			925		925		925
Résultats enregistrés directement en capitaux propres							-
Juste valeur des instruments dérivés				153	153		153
Variation de périmètre							-
Autres variations							-
Au 31/03/2015	22 000	46 922	925	160	70 007	-	70 007

V - ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS DE FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS

1. INFORMATIONS RELATIVES A L'ENTREPRISE

La société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS SA est une entreprise domiciliée en France dont le siège social est situé au 41, rue du Capitaine Guynemer, 92400 Courbevoie.

Elle est cotée sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, et sur la place de Luxembourg.

Les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 mars 2015 comprennent la société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe »).

L'activité du Groupe consiste principalement dans la distribution de fournitures de bureau et de mobilier de bureau aux entreprises, avec en complément et en synergie un service d'impression en ligne.

2. BASE DE PREPARATION

Les comptes semestriels du 31 mars 2015 sont établis en conformité avec les normes IFRS en vigueur dans l'Union Européenne.

Fiducial Office Solutions a décidé de présenter son tableau d'activité et de résultats sous forme de comptes condensés conformément à l'article 222-4 de l'AMF (voir, aussi la recommandation n°1999-R.01 du CNC).

Les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 30 septembre 2014, à l'exception des normes, amendements et interprétations suivants, adoptés dans l'Union européenne dont l'application est obligatoire pour cet exercice et qui n'ont pas ou peu d'impact sur les comptes du groupe :

- IAS 27 amendée - Etats financiers individuels
- IAS 28 amendée - Participations dans des entreprises associées et des coentreprises.
- Amendements IAS 32 Instruments financiers - Présentation - Compensation d'actifs et de passifs financiers
- Amendements IAS 36 - Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers
- Amendements IAS 39 et IFRS 9 - Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture
- IFRS 10 - Etats financiers consolidés
- IFRS 11 - Partenariats
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
- Dispositions transitoires - modifications d'IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 : Etats financiers consolidés, partenariats et informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
- Entités d'investissement - amendements d'IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 : Etats financiers consolidés, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, Etats financiers individuels
- IFRIC 21 – Droits et taxes

Date d'arrêté des comptes

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 25 juin 2015.

3. METHODES COMPTABLES

A – CHOIX DES SOCIETES CONSOLIDEES

Les sociétés dans lesquelles la participation directe ou indirecte du Groupe est inférieure à 20 %, ne sont pas retenues en consolidation, ainsi que celles dont la consolidation ne présenterait pas un caractère significatif à l'échelle des comptes consolidés, du fait de leur faible importance. Toutes les sociétés retenues sont intéressées directement ou indirectement à l'un des métiers du Groupe : imprimerie et arts graphiques, fourniture et équipements de bureau.

B – METHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés par la méthode d'intégration globale comprennent les comptes de la société FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS et ceux des filiales significatives dont elle a le contrôle exclusif.

C – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Il s'agit principalement des concessions, brevets, licences et des contrats clients acquis. Sont classés dans cette rubrique les marques et les logiciels à usage interne. Pour les logiciels, les amortissements sont calculés selon le mode linéaire et la durée d'utilité retenue est de 1 an.

Les anciennes parts de marché constatées dans le cadre de regroupements d'entreprises ont été reclassées en goodwill (§. D) en tant qu'élément incorporel non identifiable par application des critères de reconnaissance de la norme IAS 38. Ils font l'objet de test annuel de dépréciation selon la méthode des DCF (*discounted cash-flows*) pour la détermination des valeurs d'utilité au niveau des UGT (distribution et autres activités) selon la norme IAS 36.

D – GOODWILLS

Les écarts de première consolidation représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres consolidés et la quote-part correspondante dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables des sociétés acquises à la date de prise de contrôle.

Conformément à la norme IFRS 3, ces écarts de première consolidation sont affectés en priorité aux actifs et aux passifs identifiables des sociétés concernées, et sont amortis sur la durée de vie restant à courir des immobilisations lorsqu'ils sont affectés à des immobilisations amortissables.

Par application de la norme IFRS 3, les goodwills sont inscrits dans le poste « immobilisations incorporelles ».

Conformément à la norme IFRS 3, les goodwills ne sont plus amortis. En contrepartie les goodwills font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

IAS 36 « Dépréciation d'actifs », prescrit que ce test de dépréciation soit réalisé, soit au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle le goodwill a été affecté, soit au niveau de regroupement au sein d'un secteur d'activité ou du secteur géographique auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

Le niveau d'analyse auquel FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS apprécie la valeur actuelle des goodwills correspond aux UGT.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable des actifs et passifs des UGT et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la valeur de marché et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est estimée par actualisation de flux de trésorerie futurs.

La valeur de marché est appréciée au regard de transactions récentes ou de pratiques professionnelles.

Test de perte de valeur

La valeur d'utilité est déterminée par référence à la valeur des flux futurs, calculés à partir des plans à moyen terme établis par le management sur une durée de 5 ans. Au-delà de cet horizon, les flux extrapolés sont ceux de la 5ème année actualisée à l'infini, spécifique à chaque unité génératrice de trésorerie.

Ces flux de trésorerie futurs sont fondés sur des hypothèses d'évolution issues des tendances dégagées sur les exercices passés, les exercices en cours et le budget prévisionnel de l'exercice N+1 validé par le management.

L'actualisation des flux est effectuée sur la base du coût du capital avant impôt du Groupe. Ces tests de dépréciation sont effectués une fois par an.

E – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition y compris les frais d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif sur la durée d'utilité propre des immobilisations. Les durées d'utilité appliquées sont les suivantes :

- Construction 20 et 33 ans
- Matériel et outillage, matériel informatique..... de 3 à 10 ans
- Matériel informatique destiné à la location de 2 à 3 ans
- Matériel de transport..... de 3 à 5 ans
- Mobilier, matériel de bureau de 5 à 10 ans
- Agencements, aménagements, installations de 3 à 10 ans

Contrat de location

Les contrats de location qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrat de location financement.

Les biens loués en vertu de contrats qualifiés de location financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles en contrepartie d'une dette financière de même montant, à la juste valeur du bien loué ou à la valeur actualisée des paiements minimaux si celle-ci est inférieure. Les biens correspondants sont amortis sur une durée d'utilité identique à celle des immobilisations corporelles acquises en propre.

L'activation de contrats de location financement conduit à la constatation d'impôts différés le cas échéant.

Les contrats de location qui ne confèrent pas au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en location simple. Les paiements effectués au titre de ces locations simples sont comptabilisés en charges opérationnelles courantes de façon linéaire sur la durée du contrat.

F – ACTIFS FINANCIERS

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées sont évalués au coût d'acquisition. A chaque clôture, la valeur de chaque participation est appréciée sur la base de critères économiques et financiers issus des dernières situations comptables et des perspectives de développement de ladite société. Si cette valeur est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est alors constituée.

G – STOCKS ET EN-COURS

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et leur valeur nette de réalisation.

La valorisation des stocks et en-cours au prix de revient ne concerne que les stocks de travaux en-cours et les stocks de produits finis de l'activité imprimerie. Ces stocks sont généralement d'un montant très faible.

Les stocks de marchandises sont valorisés au dernier prix d'achat méthode adaptée à la rotation rapide des stocks et qui ne génère pas d'écart significatif avec la méthode FIFO.

Le coût de revient des stocks de marchandises inclut l'ensemble des coûts constitutifs du coût d'achat des marchandises vendues et prend également en compte la totalité des conditions de remises obtenues à l'achat.

H – CREANCES DOUTEUSES

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. A chaque clôture, ces créances font systématiquement l'objet d'une analyse au cas par cas en vue d'identifier spécifiquement les créances douteuses. Ces dernières font l'objet d'une dépréciation à hauteur du risque d'irrécouvrabilité calculé sur le montant hors taxes. Par ailleurs, il est constitué une dépréciation en fonction de l'ancienneté des créances.

I – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Elles sont enregistrées à leur coût historique d'acquisition. Une dépréciation est comptabilisée lorsque le cours de clôture est inférieur au coût d'acquisition.

J – REGROUPEMENT D'ENTREPRISE

Conformément à IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité dont le Groupe acquiert le contrôle, les actifs et les passifs, ainsi que les passifs éventuels identifiables, sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition.

Selon IFRS 3, lors de la prise de contrôle d'une entreprise, la différence entre la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date de prise de contrôle et le coût d'acquisition constitue un écart d'acquisition.

Au moins une fois l'an, le Groupe met en œuvre des tests de perte de valeur au titre de ses actifs incorporels

K – IMPOTS DIFFERES SUR FILIALES ETRANGERES

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés qui sont constatés au bilan et au compte de résultat sont calculés selon la méthode du report variable et résultent :

- des charges et produits pris en compte dans le résultat fiscal au cours d'exercices différents de ceux des comptes annuels ;
- des retraitements et éliminations propres à la consolidation ayant un impact sur le résultat ou les capitaux propres.

Un crédit d'impôt au titre des déficits fiscaux reportables est constaté lorsque la société concernée devient bénéficiaire ou s'il existe une très forte probabilité qu'elle se trouve dans une situation bénéficiaire au cours des exercices suivants.

FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS constate un impôt différé sur les écarts d'évaluation apparaissant lors de l'acquisition d'une entreprise par le Groupe.

L – AVANTAGES AU PERSONNEL

Conformément à la norme IAS 19, les indemnités de fin de carrière (IFC) sont évaluées selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Dans le bilan d'ouverture en IFRS du 1^{er} octobre 2004, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a décidé, en outre, d'opter pour l'exception facultative de la norme IFRS 1 permettant de remettre à zéro les écarts actuariels à la date de transition.

En dehors des indemnités de fin de carrière, il n'existe aucun autre engagement à provisionner au titre des avantages au personnel.

M - LES INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Selon les règles du Groupe, les différentes sociétés ne doivent prendre aucune position spéculative en matière financière.

Par conséquent, tous les instruments dérivés conclus par les sociétés du Groupe ne sont là qu'à des fins de couverture et suivent ainsi le principe de la comptabilité par couverture.

Dès l'origine un contrat swap est affecté à la couverture d'un emprunt spécifique, avec la même durée et les mêmes échéances.

En matière de risque de taux, les dettes et prêts financiers à taux variables sont valorisés au coût qui correspond à la juste valeur de marché. Les swaps et les Caps qui les couvrent sont valorisés au bilan à leur valeur de marché et les variations de leurs valeurs sont enregistrées directement en capitaux propres sur la « juste valeur des instruments dérivés » sur le tableau de variation des capitaux propres.

La juste valeur des instruments dérivés de taux est la valeur de marché. Cette valeur de marché communiquée par les banques est calculée par l'actualisation des flux futurs de taux d'intérêts en vigueur à la date de clôture.

4 – SOCIETES CONSOLIDEES

SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT		% INTERET			METHODE DE CONSO	SECTEURS D'ACTIVITE		
NOMS	SIEGES	31/03/2015	31/03/2014	30/09/2014	31/03/2015	A	B	
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS	Courbevoie 92400 N° SIREN 969 504 133	SOCIETE CONSOLIDANTE					HOLDING	
SACIPRINT	Courbevoie 92400 N° SIREN 321 044 992	100,00	100,00	100,00	IG		*	
FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS	Bruxelles 1050 BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	IG	*		
FIDUCIAL BUREAUTIQUE	Courbevoie 92400 N° SIREN 955 510 029	100,00	100,00	100,00	IG	*		
FIDUCIAL OFFICE STORES	Courbevoie 92400 N° SIREN 358 501 633	100,00	100,00	100,00	IG		*	
FOS Espagne	Barcelone 08010 Espagne	100,00	100,00	100,00	IG	*		
VEOPRINT	Courbevoie 92400 N° SIREN 430 050 641	100,00	100,00	100,00	IG		*	

A : Distribution - B : Autres activités - IG : Intégration Globale

Variations de périmètre

Au cours de la période du 1^{er} octobre 2014 au 31 mars 2015, le périmètre de consolidation n'a connu aucune modification.

5 – NOTES COMPLEMENTAIRES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS

Note 1 – Analyse du Chiffre d’Affaires

Par type de revenus, la répartition du chiffre d’affaires est la suivante :

En milliers d'euros	31/03/2015	31/03/2014	30/09/2014
Ventes nettes de produits	93 978	101 040	186 834
Ventes nettes de services	2 969	3 099	6 444
TOTAL	96 947	104 139	193 278

Note 2 - Données sectorielles par secteur d’activité

Conformément aux critères d’identification de la norme IFRS8, Fiducial Office Solutions présente une information selon 2 secteurs d’activité.

Secteurs d'activité (En milliers d'euros)	31/03/2015			30/09/2014		
	Distribution	Autres activités	Total Consolidé	Distribution	Autres activités	Total Consolidé
Chiffres d'affaires externes	92 623	4 324	96 947	184 702	8 576	193 278
Ventes intersectorielles	3 419	598	4 017	6 748	3 402	10 150
Résultat opérationnel courant	2 102	- 750	1 352	6 472	- 2 607	3 865
Coûts de l'endettement financier	- 20	- 182	- 202	- 73	- 424	- 497
Autres charges et produits opérationnels	- 482	249	- 233	- 1 207	- 2 151	- 3 358
Total Actif	110 493	15 098	125 591	106 737	17 151	123 888
Total Passif (hors capitaux propres)	45 214	10 370	55 584	44 257	10 702	54 959
Charges d'amortissements	154	187	341	331	566	897
Autres charges calculées (provisions)	180	20	200	341	84	425
Investissements de l'exercice	190	155	345	512	821	1 333

Note 3 - Facteurs de risque financier :

Risque de taux :

Il n'y a pas de risque de taux sur les emprunts à taux fixe, qui s'élèvent à 9 K€.

Les emprunts à taux variable s'élèvent (nominal) à 4 314 K€ au 31 mars 2015.

Cependant cet encours n'est pas soumis à un risque de taux à hauteur de 4 266 K€, en raison des contrats de swap de couverture de taux qui ont été contractés.

Les actifs financiers sont composés de comptes courants bancaires.

Risque de crédit :

Le risque de crédit est le risque qu'un débiteur du groupe ne rembourse pas sa dette à l'échéance fixée. Ce risque qui affecte principalement la catégorie des prêts et créances est suivi au niveau de chaque entité et s'appuie principalement sur l'analyse des créances échues et peut être complétée par une étude plus approfondie de la solvabilité de certains débiteurs.

Les créances clients ont un délai moyen de paiement qui se situe entre 52 et 58 jours selon les mois, situation comparable à l'exercice précédent.

Le client le plus important représente 3,3% du Chiffre d'Affaires.

Du fait de l'atomisation de ses clients, le groupe FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS n'a pas de risques majeurs sur ses créances et n'a donc pas souscrit d'assurance crédit.

La provision sur créance clients et comptes rattachés a évolué de la façon suivante sur l'exercice.

En milliers d'euros	30/09/2014	Dotations	Reprises	31/03/2015
Provisions sur clients et comptes rattachés	1 093	119	294	918

Par ailleurs, les encours échus à plus de 1 mois représentent moins de 1 % de l'encours clients brut au 31 mars 2015.

Risque de liquidité et endettement :

Le risque de liquidité est caractérisé par l'existence d'un actif à plus long terme que le passif et se traduit par l'incapacité de rembourser ses dettes à court terme en cas d'impossibilité de mobiliser son actif ou de recourir à de nouvelles lignes bancaires.

Le groupe estime ne pas être exposé à ce risque compte tenu de sa structure financière générale, du niveau et de la structure de son actif circulant et de son endettement, et de sa capacité à mobiliser, le cas échéant, de nouveaux financements.

Les dettes fournisseurs et autres dettes courantes sont à moins d'un an.

Risque de change :

Compte-tenu de son implantation géographique actuelle, l'exposition du Groupe au risque de change sur les opérations commerciales est très limitée et concerne essentiellement l'importation. Le risque sur les opérations d'importation payées en devises est faible compte tenu de notre exposition actuelle. Néanmoins nos achats en provenance d'Asie, payés en dollars, sont couverts par des achats à terme de dollars contre euros (de juillet 2014 à juillet 2015).

Risque sur actions :

Au 31/03/2015, le groupe n'est pas exposé au risque actions.

2° Rapport semestriel d'activité

- **Les faits marquants du 1^{er} semestre 2014-2015**

Sur le premier semestre la perte de chiffre d'affaires provient, pour partie, de la poursuite de la stratégie commerciale engagée depuis 2013 qui nous conduit à ne plus participer aux très gros appels d'offres lorsque le prix est l'unique critère de référencement du fournisseur (dernier grand-compte concerné : CA annuel de 6 M€ perdu en décembre 2013).

Par ailleurs sur la période octobre 2014 - février 2015 la consommation de fournitures de bureau pour les professionnels est restée orientée à la baisse de manière sensible (entre -4 et -7% selon les mois - source UFIPA). La timide amélioration des affaires enregistrée en mars 2015 est trop récente et n'a pas encore de répercussion sur le comportement d'achat de nos clients et prospects.

Enfin, l'arrêt de l'activité de fabrication d'imprimés administratifs et de gestion de SACIPRINT, en juin 2014, justifie une partie de la baisse de notre chiffre d'affaires.

Dans cet environnement économique défavorable, FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 97 M€, en retrait de 6,9 % par rapport au même semestre de l'exercice précédent. Ce niveau d'activité est proche de nos estimations pour l'exercice en cours.

Sur ce semestre les principaux faits significatifs sont les suivants :

- Nous avons commencé à tirer les bénéfices de notre nouvelle organisation commerciale, plus resserrée et plus flexible. Il en a été de même de la généralisation des outils de mobilité auprès de notre force commerciale. Ces décisions nous permettent d'être plus efficaces sur un marché très challengé et en baisse continue.
- Notre offre s'est enrichie de produits innovants, « Les Box », qui proposent des assortiments de produits packagés ou personnalisables pour couvrir des besoins clients aussi variés que la dotation d'un nouvel arrivant en fournitures de bureau, l'organisation d'une réunion, l'organisation d'une pause détente ou la constitution d'une réserve de produits d'hygiène et d'entretien basics, le tout en un « click ».
- Nous avons continué la formation des commerciaux pour qu'ils soient les experts des produits qu'ils vendent et pour qu'ils soient en capacité d'apporter plus de conseil à nos clients dans une relation gagnant-gagnant.
- Nous avons également maintenu une gestion rigoureuse de nos frais de fonctionnement, en adéquation avec les contraintes économiques actuelles
- Enfin VEOPRINT, spécialiste de l'impression en ligne – Web to print, a poursuivi son développement (+25%), tout en améliorant sa contribution au résultat opérationnel

Dans ce contexte :

- Le volume de marge brute (CA – achats consommés) est impacté de manière modérée par rapport à la baisse du volume des ventes. En effet le taux de marge brute (Marge brute / CA) s'améliore d'environ 0,8 point, suite :
 - o à la nouvelle composition de notre pyramide clients constituée d'un nombre significatif de clients réceptifs à notre discours commercial et à nos valeurs (proximité, qualité des produits, conseil, niveau de service,...)
 - o à des conditions d'achats favorables sur certains produits qui ont bénéficié de la baisse des prix des matières premières (pâte à papier, produits dérivés du pétrole, ...)
- Le niveau de nos coûts de fonctionnement a continué à baisser sur ce semestre, comparativement à l'exercice précédent.

Vu ce qui précède, notre actionnaire de référence, la société FIDUCIAL, a ajusté en conséquence son soutien financier.

Grâce à ces décisions, le résultat opérationnel du premier semestre s'établit à 1,1 M€.

De manière synthétique les résultats et les principaux agrégats du bilan sont les suivants :

Éléments du compte de résultat en M€	31/03/15	31/03/14	Var en M€
Chiffre d'affaires H.T.	96,9	104,1	-7,2
Résultat opérationnel courant	1,4	2,0	-0,6
<i>Soit en % du CA</i>	<i>1,4 %</i>	<i>1,9 %</i>	
Résultat opérationnel	1,1	0,9	0,2
Coût de l'endettement financier net	-0,2	-0,2	-
Autres produits et charges financiers	-	-	-
Charge d'impôt	-	-	-
Bénéfice consolidé part du groupe	0,9	0,7	0,2

Éléments du bilan en M€	31/03/15	31/03/14	Var en M€
Actifs non courants	66,6	67,4	-0,8
Actifs courants	59,0	75,6	-16,6
Capitaux propres part du groupe	70,0	69,3	0,7
Provisions pour risques et charges	4,7	4,7	-
Passifs non courants	2,2	4,9	-2,7
Passifs courants	48,7	64,1	-15,4
Total du bilan	125,6	143,0	-17,4

Principaux éléments du tableau des flux de trésorerie, en M€	31/03/15	31/03/14	30/09/14
Capacité d'autofinancement (CAF)	+0,2	+1,4	+2,3
Variation du BFR	-1,1	-0,8	-3,2
Cash-flow opérationnel	-0,9	+0,6	-0,9
Investissements	-0,1	-0,5	-1,4
Opérations de financement	+0,3	-0,6	+4,7
Variation de trésorerie	-0,7	-0,5	+2,4

La structure financière de FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS reste solide, avec une situation financière excédentaire se décomposant comme suit :

- Passifs financiers à long et court terme	- 5,7 M€
- Disponibilités	+ 1,9 M€
- Compte courant entreprise liée	+ 4,2 M€

- Situation financière nette	+ 0,4 M€

- **Evènements exceptionnels du semestre et évènements postérieurs**

En dehors des éléments présentés ci-dessus, aucun autre événement de nature exceptionnelle n'est intervenu au cours du semestre.

Les risques identifiés ont fait l'objet d'une provision dans les états financiers. Aucun événement significatif n'est intervenu sur le début du deuxième semestre de l'exercice.

- **Perspectives pour les 6 derniers mois de l'exercice**

Pour FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS, les mois d'avril et de mai 2015 confirment les tendances enregistrées sur la fin du premier semestre. Elles proviennent principalement des petites et moyennes entreprises clientes qui souffrent de la conjoncture économique actuelle en France et en Belgique. D'ailleurs en ce début de deuxième semestre l'ensemble du marché de la fourniture de bureau et de la papeterie continue à s'inscrire en retrait par rapport à N-1.

Cette tendance nous conduira à maintenir une gestion prudente pour la fin de notre exercice comptable.

Nous prévoyons pour l'exercice 2014/2015, un chiffre d'affaires consolidé proche de 180 M€ et un résultat opérationnel consolidé en amélioration.

3° Déclaration de la personne assumant la responsabilité du rapport financier semestriel

A ma connaissance j'atteste que les comptes présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de Fiducial Office Solutions et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. J'atteste également que les informations comprises dans le rapport semestriel d'activité présentent un tableau fidèle des événements importants survenus au cours des six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels et qu'il en est de même pour les informations de caractère prévisionnel pour les six mois restant de l'exercice.

Jean-Claude CARQUILLAT
Président et Directeur général

4° Rapport des contrôleurs légaux

CABINET ESCOFFIER
40 rue Laure Diebold
69009 LYON

CABINET BOREL & ASSOCIES
1 Avenue Dutriévoz
69626 VILLEURBANNE CEDEX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE AU 31 MARS 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société **FIDUCIAL OFFICE SOLUTIONS**, relatifs à la période du 1^{er} Octobre 2014 au 31 Mars 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Président du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS – tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Lyon, le 26 Juin 2015

Les Commissaires aux Comptes Inscrits

Pour le Cabinet ESCOFFIER

Pour le Cabinet BOREL et ASSOCIES

Serge BOTTOLI

Yves BOREL